

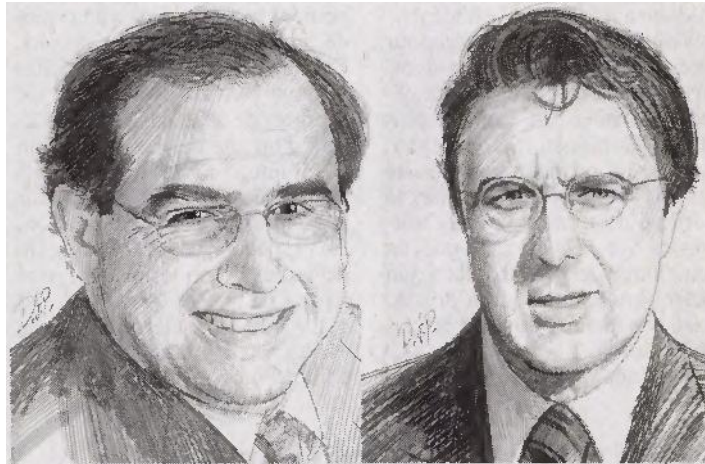


« Les jeunes entreprises innovantes sont dans un désert de financement »

APRÈS DEUX ANS de travaux, Philippe Pouletty (France Biotech), Grégoire Chertok (Rothschild) et Pierre-Alain de Malleray (inspecteur des finances) ont remis hier au gouvernement un rapport très critique sur le dispositif français de financement des « jeunes pousses » innovantes. Rédigé sous l'égide du Conseil d'analyse économique, il propose 11 mesures concernant la recherche et le développement et le crédit aux PME. Des mesures qui revêtent une actualité toute particulière en pleine crise financière.

Quel bilan faites-vous du financement des PME en France ?

Grégoire Chertok. Notre constat est qu'il existe une véritable aberration. Certaines PME sont très bien financées, d'autres quasiment pas. Ce sont justement celles



Philippe Pouletty et Grégoire Chertok.

qui sont sur des marchés matures, générant un cash-flow important, qui ont accès à la ressource alors qu'elles en ont parfois moins besoin et que les jeunes entreprises très innovantes sont dans un véritable désert. Celles-ci n'ont pas accès au marché bancaire tandis que le marché actions n'est pas suffisamment développé. En Amérique du Nord, un quart des grands groupes actuels n'étaient que des PME il y a vingt ans, voire n'étaient même pas nés. Regardez Google, Cisco, Genentech ou Amgen. En Europe, cette proportion tombe à 7 % et en France à 1 %. Ce sont ces nouveaux grands groupes qui font aujourd'hui défaut pour apporter le point de croissance économique qui manque au pays.

Quelles sont les raisons de ces insuffisances ?

Philippe Pouletty. Tout part du financement de la recherche. Mais ce n'est pas l'argent qui manque, ce sont les bons projets qui ne sont pas assez nombreux. Les PME attireront des capitaux si elles sont basées sur des projets technologiques de rupture venant d'une recherche amont très innovante. Les PME doivent collaborer avec les meilleurs centres de recherche mondiaux. Il ne s'agit pas que les universités financent ou développent elles-mêmes des produits. Il faut en revanche qu'elles génèrent de l'excellente science et soient proches des entreprises. L'histoire de Google a démarré à cause de la proximité avec le département de mathéma-

tique de l'université de Stanford. Même chose pour Amgen et Genentech avec les départements de génétique de l'université de Californie.

L'une de nos propositions est donc d'accorder un volant de financement beaucoup plus important à l'Agence nationale de la recherche (ANR). Le système actuel de la recherche est beaucoup trop statique, à l'inverse de ce qui se fait ailleurs dans le monde. Et pas simplement aux Etats-Unis, mais aussi en Suisse, en Irlande, au Canada. Dans ces pays, le financement se fait plus sur projet, après évaluation et sélection intransigeante par des grandes agences de moyens.

N'est-ce pas justement le rôle de l'ANR ?

Philippe Pouletty. Oui, mais quel est son budget ? 1 milliard d'euros, soit seulement 8 % du budget de la recherche académique. Aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, 80 % du financement se fait à travers les agences de moyens. Le système contraint les chercheurs, tous les trois ou quatre ans, à aller chercher les crédits avec les dents, ce qui les oblige à se comparer aux autres – un excellent exercice de « benchmarking » – et à être performants. C'est la prime à l'excellence scientifique qui donne partout des résultats en qualité des publications, en nombre de prix Nobel, de créations de start-up ou sur l'attractivité des universités pour les entrepreneurs. Notre proposition est de donner 5 milliards de plus à l'ANR, quitte à faire transiter une part des crédits qui alimentent en direct les universités, le CNRS, l'Inserm, et de renforcer sa bonne gouvernance pour qu'elle soit le vecteur puissant d'une réforme profonde et rapide de la recherche française.

Philippe Pouletty :
« L'Etat doit faire des choix et focaliser ses moyens sur l'écosystème des PME innovantes et celles de moins de 250 salariés. »